



433 TeraHertz, qu'est-ce que c'est ? L'entreprise fait partie de la société et de la vie des citoyens. Les enjeux du travail, créateur de richesses et lieu de leur répartition y sont centraux. L'année écoulée en a apporté une preuve cinglante et douloureuse, les modes de production ont un impact déterminant sur notre avenir collectif. Afin que celle-ci réponde aux besoins fondamentaux humains tout en préservant notre environnement, il nous semble essentiel de faire entrer la démocratie de plain-pied dans le monde du travail. Dans ce cadre, nous salarié-e-s de Thales, communistes, souhaitons verser notre point de vue au débat. C'est ce que nous vous proposons dans ce journal.

Bonne lecture ! Bonne réflexion ! Bonne nouvelle année !

À QUOI DOIVENT SERVIR LES RICHESSES CRÉÉES ? QUI DOIT EN DÉCIDER ?

La crise sanitaire due à la Covid 19, devient un exemple éclatant de ce qu'est le système capitaliste. La preuve par l'exemple...de Thales.

Entre les deux confinements, en particulier du aux difficultés conjoncturelles de l'aéronautique, le groupe va sans doute perdre 2 Milliards de chiffre d'affaire en 2020 et sans doute encore l'année prochaine. Dans ce contexte, on aurait pu espérer que le conseil d'administration de Thales prenne des décisions permettant de passer le cap tout en préparant l'avenir.

Eh bien pas du tout !... **son choix est tout autre : nourrir les marchés financiers** en décidant peu de temps avant le 2eme confinement de verser une avance sur les dividendes de la bagatelle de 85 Millions d'Euros. Dans cette décision, l'Etat et le gouvernement ont une lourde responsabilité car il a une position décisionnaire dans Thales.

Comment accepter que de telles sommes partent ainsi alors que des activités et donc des emplois sont en périls? Alors que la situation de notre pays et de la planète, confrontés à des défis gigantesques tant sociaux qu'environnementaux, exige au contraire de miser sur la recherche, le développement de l'industrie locale ou la montée en compétence des salarié-e-s. Ce qui veut dire, utiliser le capital à ces fins.

Pour les gestionnaires capitalistes, l'activité n'est qu'une façon de faire de l'argent. Plus d'argent que celui engagé, grâce au travail effectué par les salariés. Quel qu'en soient les conséquences de long terme. Cela emmène les entreprises, les femmes, les hommes et la planète dans le mur. Pour réorienter l'utilisation des richesses créées, prendre en compte les besoins sociaux et écologiques, les aspirations à la paix, nous avons besoin d'une nouvelle logique de gestion des entreprises. Pour cela les salariés doivent y avoir de vrais pouvoirs de décision. Y sont-ils /elles légitimes ? Sans aucun doute ! car ce sont elles et eux qui créent les richesses. Attaché-e-s à leur travail, ce sont elles et eux les mieux placé-e-s pour avancer des solutions viables pour le développement de l'activité avec le souci environnemental et social de ceux qui vivent la réalité en première ligne.

L'âge de la démocratie à l'entreprise est arrivé !

NOUS, VOILÀ CE QUE L'ON FERAIT !

L'AÉRONAUTIQUE A BESOIN DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES DES SALARIÉ-E-S DE THALES

La crise sanitaire va marquer durablement le secteur de l'aéronautique et certainement reconfiguré... **Pour quelles orientations ?**

Alors que 1300 emplois de la Division aéronautique de Thales sont menacés, il est plus que jamais impératif d'anticiper les évolutions du secteur, en partant d'enjeux éclairés. **S'agit-il de répondre aux aspirations des populations de voyager librement, de diminuer l'empreinte carbone du transport aérien ou bien de restaurer les marges financières des grands acteurs du secteur aérien ?**

La crise révèle que les directions des grandes entreprises du secteur, adoptent toutes une gestion des priorités à court terme, de préservation du cash et de restauration des profits. **Le cas de Thales AES, est emblématique.** Cette filiale systémier/équipementier de 550 personnes qui fabrique des générateurs, des moteurs et des convertisseurs électriques pour avion et qui, par conséquent, est **au cœur de la transformation vers un « avion vert », va être amputée de 25% de ses emplois d'ingénierie.**

Les communistes du Groupe Thales pensent que la sortie de crise se situe au contraire dans **la perspective de la transition énergétique et écologique de la filiale et de « l'avion durable ».**

Thales dispose de larges compétences pour contribuer à ce projet de transition. Avec la maîtrise des aides à la navigation, optimisant les trajectoires de vol ainsi que les phases de décollage et d'atterrissage, les calculateurs de vol, de la gestion du trafic aérien ou encore la génération de l'énergie électrique et son optimisation, **le savoir-faire détenu par les salariés de ce Groupe est un atout majeur pour l'avenir.**

En appui sur ces compétences il est possible d'envisager d'autres domaines d'application. Les projets de drones, la nouvelle mobilité urbaine l'hybridation des moteurs et la propulsion électrique des avions tracent des voies de diversification structurante de l'aviation du futur.

Dans ce cadre le plan de suppression de plus de 1300 emplois au sein de la Branche aéronautique Thales, n'a aucun sens, ni industriel ni social ni sociétal. Il est grand temps d'orienter les décisions et l'utilisation des fonds publics par les Grands Groupes, de leur contrôle vers le développement de l'emploi en prévision des besoins humains et de la préservation de la planète. Pour ce faire, les salariés et les citoyens, dont c'est l'intérêt, doivent gagner de nouveaux pouvoirs dans l'entreprise.

GAE SIM : LE PAYS A BESOIN D'INDUSTRIE SUR CETTE FILIÈRE STRATÉGIQUE !

Alors que Thales avait mis 4 Milliards d'euros sur la table en 2019 pour acheter Gemalto, leader mondial dans le secteur de la sécurité numérique, la menace plane sur 137 postes de la division DIS. La direction de Thales souhaite à terme se défaire de l'activité SIM. Alors que la production de ces cartes en France permet une marge confortable d'environ 30% (36 millions d'euros) et que les carnets de commande sont pleins sur le site.

Or cette filière est stratégique pour la fabrication d'éléments sécurisés du secteur de la télécommunication dont on mesure chaque jour d'avantage les enjeux en termes de sécurisation des échanges et (de souveraineté nationale ?).

Thales a bénéficié des centaines de millions de CICE et de CIR, des compétences de salariés formés sur les bancs de l'école publiques, des infrastructures du service public, Sa responsabilité sociétale est donc engagée. Une production écologique et garder la maîtrise nationale des stratégies cela implique investir pour une production locale ! Sinequanone !

Les communistes salariés du Groupe soutiennent et participent, avec leurs collègues à toutes les actions revendicatives pour préserver l'avenir de nos activités et préparer l'avenir d'un monde plus humain en poussant dans l'entreprise et avec nos relais parlementaires

- des investissements dans des productions répondant aux enjeux climatiques, sanitaires et de paix.

- l'emploi des salariés de Thales, de nos sous-traitants et des précaires, notamment en s'appuyant sur la proposition de loi Sécurité Emploi Formation (voir encart ci-contre). De l'emploi vient la richesse et la capacité d'innovation dont notre pays a besoin.

- le pouvoir d'achat des travailleurs, source de création de richesses et de financement de nos systèmes de protection sociale.

-En luttant contre les délocalisations, pour la défense de notre indépendance nationale, mais également en œuvrant pour la participation de Thales à de grands projets de coopération plurielle et internationale sur des sujets d'avenir, notamment au niveau européen.

LA CAISSE À OUTILS

... pour changer de boussole dès à présent



DANS CE NUMÉRO : LA SEF POUR EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE

Retrouvez la proposition de loi : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion4413.asp>

LA SÉCURITÉ D'EMPLOI ET DE FORMATION (SEF) KEZAKO ?



Comment éradiquer le chômage et la précarité du marché du travail, tout en augmentant les compétences de chacun-e et la capacité productive et intellectuelle du pays ? Les députés communistes ont déposé pour ce faire la proposition de loi dite sécurité d'emploi et de formation. Comme nos aînés ont créé le régime général de la sécurité sociale, la SEF vise à mettre à l'abri les femmes et les hommes des angoisses du lendemain professionnel. Avec de nombreux effets positifs.

POUR QUOI FAIRE ?

- ✓ Éradiquer le chômage et la précarité du marché du travail
- ✓ Généraliser de vraies périodes de formation (y compris longue) tout au long de la vie professionnelle
- ✓ Garantir un revenu augmentant au gré des expériences et formations
- ✓ Assurer l'efficacité productive
- ✓ Réduire le temps de travail



POUR NOUS, ÇA CHANGE TOUT :

1) Le droit à un emploi ou une formation (une vraie de plusieurs années si nécessaire, pas une formation à la CPF), avec un revenu sécurisé, et à une mobilité librement choisie entre emploi et formation. Le principe de sécurité s'oppose au principe du chômage et à la précarité du marché du travail.



2) Les moments de formation répondent aux nécessités actuelles car avec la révolution technologique informationnelle et le besoin impératif de changer de mode de développement, l'emploi et sa qualité sont condition d'efficacité.



LE SYSTÈME SOUS-JACENT : le salaire est payé par l'employeur, l'allocation de formation est payée sur des cotisations sociales.



CONSÉQUENCE MAJEURE : une libération de la sujétion au marché du travail pour avoir un revenu, puisqu'il est sécurisé. En même temps qu'une réponse plus efficace à la nécessité collective de produire un revenu et des richesses réelles de qualité (écologie, santé...).

VERS UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Au lieu de la rentabilité financière maximale les entreprises et les banques doivent suivre des critères d'efficacité économique, sociale et écologique. Pour les y aider nous proposons, par exemple, de moduler leur taux d'imposition en fonction de leur politique vis-à-vis de ces critères.

Cela nécessitera aussi des pouvoirs nouveaux aux travailleurs, habitants et usagers sur l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques et de nouvelles institutions politiques territoriales et nationales de régulation.

UN DOUX RÊVE OU UNE NÉCESSITÉ HISTORIQUE ?

Vous l'avez compris, on défend la démocratie dans l'entreprise, source d'efficacité et de progrès social. Elle se heurte aujourd'hui aux pouvoirs des actionnaires au CA et leur appétit vorace. Peut-on se passer d'eux fussent-ils l'Etat? Et le capitalisme d'Etat vaut-il mieux que les autres ? Comment peut-on faire ? Sommes-nous de doux rêveurs ? On vous en dit plus au prochain numéro ! D'ici là, prenez soin de vous !

THAL'ESPRIT COCO!

#PAS DE PROFITS PENDANT LA PANDÉMIE

Fermeture de 100 000 lits, de 95 services d'urgences et de la moitié des maternités dans notre pays en 20 ans, pénurie de masques pour affronter la Covid-19, personnels surmenés... le gouvernement continue sa logique de 30 ans de politiques néolibérales, sacrifiant le droit aux soins sur l'autel de la rentabilité. Nous exigeons un investissement massif dans les services publics, notamment de la santé et de l'action sociale.

Nous participons aussi à la campagne **#Right2Cure #PasdeProfitsurlaPandemie** pour l'accès gratuit aux diagnostics, thérapies et vaccins liés à la Covid-19. Ceux-ci doivent devenir un bien public mondial librement accessible à tou-te-s, comme demandé par l'OMS. De fait leurs effets risquent bien d'être limités, s'ils ne s'appliquent qu'à ceux qui en ont les moyens !

Cette campagne s'ancre en France dans un contexte de destruction de la Sécurité sociale et des emplois, notamment dans le domaine pharmaceutique et dépasse nos frontières : des maladies tuent chaque jour sans que cela intéresse les grands groupes pharmaceutiques, les populations concernées ne pouvant s'acheter le Médicament. Ceci est inconcevable. **Nous proposons la création d'un pôle public de la recherche, de la production et de la distribution du médicament au plan national, européen et mondial** : la puissance publique qui finance la recherche fondamentale et appliquée doit maîtriser la chaîne des productions des produits (brevets, médicaments ...) pour répondre aux besoins des populations.

C'est aussi à ça que doivent servir les richesses que nous produisons !

SIGNEZ LA PÉTITION !

<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>



LOI SÉCURITÉ : "NOUS VOULONS DES GARDIENS DE LA PAIX, PAS DES FORCES DE L'ORDRE, C'EST TOUTE LA DIFFÉRENCE" (F. ROUSSEL)

Devant le juge la parole de l'autorité publique a toujours plus de valeur que celle des citoyens. Cela a pu engendrer des formes d'impunité et des abus. Cette situation ne date pas des gilets jaunes même si elle a pu se dégrader depuis. Or la loi dite de « sécurité globale » limite considérablement le contrôle des forces de l'ordre par les médias et les citoyens.

Sous couvert de leur protection il deviendrait impossible de les filmer. Les abus ne seront que facilités. Ces forces de l'ordre qui pourraient porter leurs armes y compris après leur service. En serons-nous rassurés ? Le transfert des pouvoirs régaliens à une police municipale voire privée, l'utilisation des drones de surveillance ubiquitaires, surfant sur l'émotion d'événements effroyables mais néanmoins tout à fait ponctuels, nous emmènent vers de graves dérives autoritaires.

Le problème est en fait mal posé. La police, absolument nécessaire, a elle aussi, besoin de moyens. Mais ni des moyens de guerre ni de mutilation. Nous avons besoin d'une police de proximité présente et visible, avec des moyens humains renforcés, formés au service des citoyens pour la sécurité de toutes et tous dans le respect de notre belle devise : liberté, égalité, **fraternité** ! (et dialogue social !)



REJOIGNEZ-NOUS !

Envoyez-nous vos coordonnées
à l'adresse pcf.thales@framalistes.org

